

Le développement territorial et industriel a besoin d'une SEF partout et pour tous

Jean-Michel Bochaton

Ces derniers mois, le Medef, l'UMP et le FN notamment, ont accentué leurs attaques relayant la pensée unique des oligarques qui veulent contrôler et amplifier la captation de la part « travail » dans notre PIB. La manifestation réactionnaire de l'UMP le 1^{er} mai autour du « vrai travail » illustre la bataille idéologique engagée contre le monde du travail, les acquis sociaux, les droits collectifs. Dans un même mouvement, la droite a fait passer aux forceps « la réforme territoriale Balladur » qui vise à accentuer la mise en concurrence des territoires, à transférer le déficit de l'État sur les collectivités, et elle a coupé le lien emplois/communes avec la suppression de la taxe professionnelle.

Face aux réactions suscitées par leur politique de la terre brûlée, ils s'arc-boutent pour contenir la pression syndicale, citoyenne et politique et cela plus que jamais à la veille des législatives qui éliront des députés fixant les orientations de l'État, les moyens financiers et fiscaux des politiques décidées et qui votent les lois.

Dans ce contexte, il faut relever que le candidat du Front de gauche, Jean-Luc Mélenchon, aura dans chacune de ses interventions publiques évoqué et parlé au monde du travail. La récente progression à 11,1 % du FDG est le résultat de la mobilisation de la diversité des forces politiques et sociales le soutenant dont le PCF, ses militants et ses élus. Dans le pot commun du

L'ENTREPRISE SWISSTEX VALENCE A BESOIN D'UN FONDS DE ROULEMENT !

Les salariés de l'entreprise avec leur syndicat CGT se battent pour défendre leurs emplois et l'outil industriel. Seul fabricant français de machines textiles, exportant la quasi-totalité de leurs machines, l'entreprise a été rachetée il y a deux ans par un fonds de pension allemand « Bavaria ». La particularité de cette activité, c'est qu'il faut des mois pour monter et régler les séries de machines installées en Chine, Turquie ou Amérique latine. Ce n'est qu'après des mois d'installation et de réglages de la mise en route effective des machines que les clients paient Swisstex dont la notoriété est mondiale. La conjonction de deux faits met en difficulté soudainement l'entreprise : une importante livraison de machines est bloquée en Égypte suite aux événements repoussant l'arrivée d'argent frais et « Bavaria » refuse d'injecter de l'argent permettant des investissements et d'améliorer le fonds de roulement. Depuis des mois syndicats, salariés, élus et militants communistes réclament que le fonds de pension mette la main à la poche pour permettre à l'entreprise de payer les salaires et les fournisseurs. Rassemblements, délégations en préfecture, interpellations écrites poussent les pouvoirs publics à enfin se pencher sur le problème. Mais le fonds de pension retire ses billes ! En 3 temps et 2 mouvements, le tribunal de commerce de Romans prononce la liquidation de Swisstex. Suite à la mobilisation, l'entreprise est rachetée par le groupe « Reyes ». La lutte en est là : obtenir un vrai projet de reprise sur une vision industrielle avec l'exigence du maintien d'un maximum d'emplois, d'investissements dans l'outil de production, une démarche commerciale offensive et obtenir des banques des crédits pour stabiliser le fonds de roulement.

programme partagé, les communistes se sont beaucoup investis pour intégrer la proposition de Sécurité d'emploi et de formation pour tous.

Rappelons ce que disait les Assises nationales pour une sécurité d'emploi et de formation organisées à l'initiative du PCF : « C'est l'idée que dans le cadre d'un service public et social de sécurisation de l'emploi et de la formation soit instaurée une couverture universelle par l'affiliation à ce service, dès la fin de l'obligation scolaire (comme pour la Sécurité sociale) ouvrant des droits à des revenus minima décentés et de formations continues progressivement relevés, bilans et aides ».

Cette proposition s'inscrit donc clairement dans la durée, et non dans une adaptation « au mieux » face aux aléas des évolutions subies par l'emploi, en aidant tout

citoyen débouchant sur le monde du travail après sa scolarité à disposer de points d'appuis permanents lui garantissant un revenu, la construction de son parcours de vie et d'emploi, la maîtrise de son évolution professionnelle à partir d'outils publics gratuits et accessibles à tous.

Cette proposition s'inscrit dans le prolongement de ce qu'a construit l'humanité au fil des siècles : un processus permanent pour lutter contre la précarité de l'existence, contribuant à mettre en place des solutions collectives justes pour ne pas être qu'un producteur asservi, corvéable, serviable et révocable à merci.

En 2012, une Sécurité sociale d'emploi et de formation – et de ce fait structurante – exige des financements, la contribution des entreprises et une volonté de répondre au développement territorial et économique de tous les départements. En découle l'implication déterminante des salariés, des populations, des collectivités locales et leurs élus pour construire cette loi applicable pour tous sur tout le territoire, dans le public comme dans le privé. Et cela pour une grosse entreprise, un sous-traitant, une PME ou un artisan.

Pour mettre en place cette proposition révolutionnaire, il est nécessaire d'agir en 8 directions :

- construire un rapport de force social et politique incitant une majorité parlementaire à créer cette sécurité d'emploi et de formation ;
- développer ou créer des outils publics pour la rendre efficace et opérationnelle ;
- instaurer des financements pérennes émanant des entreprises et des banques ;
- définir un projet industriel et d'emploi sur tout le territoire ;
- développer un service public fort et opérant en matière des formations initiales et continues ;
- redéfinir le rôle de l'État et des collectivités dans la bataille pour l'emploi ;
- créer des droits et des pouvoirs nouveaux pour les salariés, les précaires, les demandeurs d'emploi ;

CDD À GOGO AUX BRIOCHES PASQUIER !

Située à Étoile-sur-Rhône, l'entreprise Pasquier est un des nombreux sites de productions de brioches, pains grillés et pâtisseries du groupe de l'agroalimentaire. Travail en équipe, conditions de travail difficiles, rémunération minimale, majoritairement des femmes. Là, pas de problème, de l'argent il y en a ! Là où se trouve le *hic*, c'est la politique de la direction. En permanence, il y a plusieurs dizaines de contrats CDD. renouvelés jusqu'aux limites légales. À la fin de ce cycle la salariée est éjectée. Puis à nouveau, reprise réenclenchant des contrats CDD renouvelés à nouveau jusqu'aux limites légales, etc. Ce mécanisme fait bien la preuve que ces CDD nombreux se substituent à des emplois CDI. À ce jour, malgré l'action du syndicat CGT, l'Inspection du travail laisse faire...

- amplifier les initiatives en direction du monde du travail.

Un travail de fond dynamique est à construire partout en France pour gagner une majorité d'idée, puis une majorité parlementaire pour voter cette loi, en même temps qu'une majorité sociale, politique et citoyenne pour imposer sa mise en œuvre. Les assemblées citoyennes du Front de gauche peuvent être le creuset de cette lame de fond salutaire.

Pour la faire vivre au quotidien, une telle loi doit pouvoir s'appuyer sur un renforcement du nombre des inspecteurs du travail, légitimés dans leur fonction tout comme les personnels de Pôle emploi. Les missions locales doivent pouvoir accompagner efficacement les moins de 25 ans. Les AFPA, les Greta, les lycées professionnels publics, les CNAM doivent voir leur activités confortées, valorisées et sorties de la loi du marché. Les services économiques et emploi des préfectures doivent être renforcés, garants de cette loi et dotés des pouvoirs



TROIS SUICIDES CHEZ LES EX-SÉTILA

L'entreprise Sétila Valence issue du groupe Rhodia a fermé ses portes il y a 2 ans. La seule entreprise française à fabriquer des fils techniques synthétiques et du Polyester a mis sur le carreau 120 salariés. Peu diplômés, certains classés « seniors », jamais formés, malgré une cellule de reclassement, beaucoup de salariés n'ont pas retrouvé du travail. Sans perspective, abandonnés par Pôle emploi, il y a quelques semaines, un troisième salarié ex-Sétila s'est donné la mort. Interpellé par l'ex-responsable CGT, le directeur de la Direct 26 n'a répondu que par de vagues propos concernant la situation des salariés non reclassés.

pour la faire appliquer aux côtés de ceux qui défendent les activités et les emplois. Les Pôles de compétitivité budgétivores et inefficaces pour l'emploi concentrant sur quelques points géographiques l'essentiel des financements doivent être supprimés, l'argent ainsi économisé redirigé vers l'emploi sur tout le territoire. Le rôle des tribunaux de commerce doit être revu car ils décident trop facilement les liquidations d'entreprises sans prendre en compte les propositions alternatives des salariés, des syndicats ou des élus locaux. Un véritable outil national public est à créer permettant à l'État et aux collectivités d'avoir la maîtrise du foncier car la réhabilitation de friches industrielles, souvent au cœur des villes, ne doit pas être orientée seulement sur l'immobilier défiscalisé ou sur des bureaux mais aussi sur des projets liés à l'emploi.

Il est nécessaire d'asseoir cette bataille pour l'emploi et la lutte contre la précarité sur l'arrêt des cadeaux aux grosses entreprises. Cadeaux qui représentent 172 milliards d'euros comme manque à gagner pour l'État dont 30 milliards en exonération de cotisations sociales. La création d'un pôle public bancaire et financier est une priorité. Tout comme le Fonds national pour l'emploi et les Fonds régionaux permettant d'aider les projets de développement d'emplois ou de production, contribuant à concrétiser la nécessaire relocalisation d'activités, de développer ou de conforter des filières industrielles, d'épauler la sous-traitance, de soutenir des projets de collectivités pour le développement économique. En matière de responsabilisation des entreprises, leur contribution au financement de la formation professionnelle des salariés devra être augmentée pour assumer les besoins multiples repérés. La France doit pouvoir solliciter auprès de la Banque centrale européenne des emprunts à 1 % pour pouvoir répondre aux besoins humains, sociaux et économiques du pays. De même, les banques françaises doivent prêter et accorder du crédit pour des projets d'intérêt général, financer les nombreuses entreprises et PME quant à leur fonds de roulement, permettre des investissements nécessaires à re-localiser les activités de productions, financer l'innovation et la recherche...

Une politique de l'emploi digne de ce nom suppose de définir un vrai projet industriel et d'emploi pour le pays et les départements. De ce point de vue les récents « États généraux de l'industrie » cornaqués par le Medef et les CCI de chaque département auront été une caricature. Ce travail doit être effectué sérieusement et dans la durée avec les organisations syndicales, les branches, les élus locaux, les conseils de développement, les CESER régionaux, le Conseil économique, social et

environnemental. Dans les 5 ans qui viennent, de nombreux départs à la retraite sont prévisibles dans des métiers ou filières stratégiques. De nouveaux services à la population ou de nouveaux emplois apparaissent dans des secteurs émergents. Faire ce travail d'inventaire, le mettre en perspective est urgent. Parallèlement, les plans des

formations initiales et continues doivent être connectés à ces ambitions. Dans les régions, le PRDF qui fixe les ouvertures et fermetures des sections scolaires doit impérativement refléter cette vision prospective. Là encore, les assemblées citoyennes du Front de gauche réparties sur tout le territoire pourraient être un lieu utile permettant sans attendre d'auditionner les militants d'entreprises en lutte, les formateurs, les unions locales ou départementales pour commencer cet inventaire et débattre avec eux des luttes à engager.

Alors que 150 000 jeunes sortent de l'Éducation nationale sans diplôme, que le taux de chômage des moins de 25 ans était de 23,8 % en novembre 2011 (18,7 % en 2007) ; alors qu'en 5 ans nous avons 1,2 million de chômeurs supplémentaires dont 18 000 au mois de mars 2012 ; alors que l'ANCIL recense 10 % des adultes qui ne maîtrisent pas les savoirs de base (lire-compter-écrire) ; alors que les statistiques indiquent que l'on est moins diplômé en milieu rural : il est prioritaire de donner à l'Éducation nationale les effectifs et les moyens financiers nécessaires pour y remédier, notamment en recréant les postes qui y ont été supprimés par la droite, sans déshabiller les autres ministères. En matière de formation continue, il convient de créer un vrai ministère de la Formation

FERMETURES DE FORMATIONS AFPA EN 26/07

Suite à un appel d'offres lancé par le Conseil régional Rhône-Alpes pour « l'achat » de 420 « lots » de formations professionnelles, l'AFPA a été particulièrement touchée par un nombre considérable de formations qui n'ont pas été reconduites. La Drôme et l'Ardèche sont fortement pénalisées par cette marchandisation imbécile. Suppression des formations de comptable assistant, comptable gestionnaire, secrétaire comptable au Centre AFPA de Valence. Suppression des formations ; vendeurs ; assistants à l'export bilingue ; employés de commerce au centre de Romans. Suppression de la formation : ouvriers du paysage ; assistante de vie des familles au Teil. Les centres de Romans et du Teil sont à terme menacés de fermeture. À la Région Rhône-Alpes, le PS et les Verts justifient leur vote pour cet appel d'offres. Seuls, les élus régionaux Front de gauche dont les élus communistes ont voté contre. L'intersyndicale a, depuis, rencontré les conseillers régionaux communistes.

professionnelle garant de la solidarité et de la cohérence nationale. Ce ministère devra agir en complémentarité avec les ministères de l'Éducation nationale, du Travail, de l'Économie et des Finances ainsi qu'avec les Régions en les incitant à harmoniser leur politique form-pro car, pour l'instant, l'Association des régions de France (ARF) le refuse. Il serait nécessaire d'engager un programme budgétaire et de moyens pluriannuels d'envergure pour intervenir sur les générations qui démarrent leur scolarité et pour épauler ces jeunes ou adultes en dehors de l'emploi ou fragilisés. Cela nécessite de retirer l'agrément à certaines officines de formations privées sans scrupule ni professionnalisme qui voient dans le « marché » de la formation professionnelle une niche lucrative. Les diplômes doivent pouvoir être reconnus sur tout le territoire et donc certifiés par les tutelles d'État. La formation professionnelle doit être sortie du marché comme le confirment les arrêts « Gravier, Humbel et Wurth » de la Cour européenne. Il n'y a donc pas lieu que les régions lancent des appels d'offres pour « acheter », entre autres, les formations dispensées par les AFPA dont elles ont la charge ! La mise en discussion en juin du « paquet Almunia-Barnier » doit être une opportunité d'engager un débat public et visible sur ces enjeux. Mais « former pour former » n'a pas de sens si derrière il n'y a pas de travail. C'est dire que la bataille pour la formation est indissociable de la bataille pour l'emploi.

L'État doit s'engager pour l'emploi et le développement territorial. L'ARF, dirigée très majoritairement par des présidents PS, préconise dans son « Acte 3 de la décentralisation » de transférer intégralement aux régions la totalité des politiques liées à l'emploi, l'aide aux entreprises, les formations initiales et continues, l'université. Cette proposition reprise par le PS lors des présidentielles et des législatives est dangereuse. Ce serait casser la solidarité nationale et la capacité à appliquer les mêmes politiques sur tout le pays. Ce serait déresponsabiliser l'Assemblée nationale et contribuer à morceler en 22 régions l'accompagnement des besoins locaux du patronat. Ce serait contraire à la proposition d'une Sécurité d'emploi et de formation qui doit pouvoir être activée et appliquée uniformément sur tout le territoire et pour tous les secteurs économiques ou filières qui dépassent les limites géographiques de telle ou telle région. La taxe professionnelle acquittée par les entreprises doit être rétablie, contribuant ainsi à l'essor des territoires mais aussi au lien déterminant entreprises-collectivités-élus-emploi. La France doit s'affranchir des diktats européens et du plan « Merkozy ». La « règle d'or » est une arme de destruction massive des emplois. Opposons-lui une mobilisation de chacune des strates de l'État, des collectivités et des bassins d'emploi.

Créons des droits et pouvoirs nouveaux pour les salariés, précaires, demandeurs d'emploi. Le code du travail si durement malmené ces dernières années doit être valorisé et renforcé. Le CDI doit redevenir la règle, le recours au CDD encadré strictement. Les diplômes doivent être reconnus par un salaire correspondant, l'accès aux Prud'hommes garanti et gratuit. Le droit à la formation doit pouvoir être activé sans risque de pression patronale. Le Congé individuel formation, bien trop rare, doit être développé et mieux

financé, tout comme la VAE doit être « démocratisée » pour l'ensemble des catégories de salariés. Les missions locales doivent, outre l'orientation des jeunes, les accompagner en matière de santé, de logement, de démarches administratives. Les demandeurs d'emploi doivent pouvoir se voir proposer des formations qualifiantes. Le droit à un suivi et un accompagnement doit être garanti par un nombre suffisant de conseillers Pôle emploi sous statut et formés. Les formations doivent être gratuites pour le bénéficiaire. Les plans de formations dans les entreprises doivent faire l'objet d'une élaboration paritaire. Les salariés des entreprises sous-traitantes doivent bénéficier de formations et qualifications financées par les entreprises ou groupes donneurs d'ordre. La formation est un droit pour chaque salarié ! (39 % des salariés qui n'ont aucun diplôme n'ont jamais été formés dans leur entreprise, indique une enquête Afpa/Ipsos de juin 2011). Enfin, concernant les stagiaires de l'AFPA, la rémunération, l'hébergement, la restauration et l'accompagnement à la formation doivent être maintenus et améliorés.

Il est positif de voir que le Front de gauche recommence à fédérer des précaires, des ouvriers, des syndicalistes, des cadres et techniciens, des enseignants et des formateurs. Cependant, la part du vote FN dans les couches populaires et le monde du travail nous montre que nous sommes encore loin du compte ! Il ne pourra y avoir de politique de gauche durable sans que les producteurs de richesses ne s'impliquent dans la nécessaire mobilisation pour l'alternative et la transformation sociale. Il ne pourra pas y avoir de politique de gauche durable sans que le mouvement social et politique conteste et ne dispute la répartition de ces richesses au sein même des entreprises, sur les lieux de travail. Militants et élus et candidats communistes s'impliqueront dans ces élections législatives pour donner corps à ces enjeux en multipliant les initiatives devant les entreprises, dans les zones industrielles et bassins d'emploi. Ils poursuivront ce dialogue engagé sur le fond ces derniers mois afin de rendre incontournables ces exigences sociales et politiques. ■

